

dans une société donnée, et cela est important... est proportionnelle au montant du revenu disponible et inversement proportionnelle au prix de l'alcool. En outre, dans une société donnée, le nombre de problèmes liés à l'alcool est proportionnel à la quantité totale d'alcool consommé.

Pour que les prix soient un instrument de politique valable en matière de santé publique, il faut qu'il existe un lien entre l'évolution générale de la consommation d'alcool dans la société, évolution qui semble bien être liée aux fluctuations des prix, et la fréquence des problèmes attribuables à l'alcool. Autrement dit, même si une hausse de prix peut entraîner une diminution globale de la consommation d'alcool dans une société, il faut aussi qu'on puisse constater que cette baisse de consommation atténue les problèmes pour que les prix soient considérés comme un instrument efficace de politique sociale.

Un lien existe entre les prix, la consommation et les problèmes de santé, en particulier la fréquence des cirrhoses du foie. Le lien n'est pas aussi évident pour ce qui est d'autres problèmes médicaux, et il l'est encore moins en ce qui concerne la relation entre les prix, la consommation et d'autres problèmes attribués en partie à l'alcool. D'après un article scientifique écrit récemment par un des témoins, le Dr Reginald Smart, directeur des études sur la prévention à la Fondation de la recherche sur la toxicomanie, les changements notés dans la consommation d'alcool n'étaient pas un indicateur valable de l'évolution de divers problèmes liés à l'alcool dans les trois provinces étudiées par l'auteur<sup>19</sup>. Cette constatation n'a cependant pas empêché le Dr Smart de recommander d'augmenter fortement le prix des boissons alcooliques.

Il semble, d'après les renseignements dont nous disposons, qu'une hausse des prix acceptable n'entraînerait pas nécessairement une réduction équivalente de la consommation globale d'alcool, ni une atténuation correspondante des problèmes liés à l'alcool. Par contre, une diminution des prix ferait augmenter la consommation d'alcool et, en fin de compte, la fréquence des problèmes attribuables à l'alcool.

Si l'on veut utiliser de façon raisonnable la fiscalité pour influencer la consommation d'alcool, il faut tenir compte du fait que les Canadiens trouvent normal de boire de l'alcool, du moins modérément. Cela fait partie de notre mode de vie. Par conséquent, des taxes extrêmement élevées seraient jugées inacceptables par bien des Canadiens, sans compter qu'elles risqueraient de toucher surtout les personnes qui ne boivent pas exagérément; si c'était le cas, on n'obtiendrait pas ainsi un effet aussi positif sur la santé et l'on encouragerait la création d'entreprises illégales.

En fin de compte, il ne faut pas diminuer les prix au point d'encourager une consommation d'alcool excessive, ni les porter à des sommets, ce qui serait contraire aux souhaits de l'immense majorité des Canadiens. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour promouvoir la santé publique sans pour autant indisposer la population en portant trop atteinte à ses libertés.

**19. Le Comité permanent recommande au gouvernement fédéral de maintenir les taxes sur les boissons alcooliques à un niveau suffisant pour que le prix de l'alcool ne diminue pas par rapport aux revenus réels des particuliers.**

---

<sup>19</sup> Smart RG. «Changes in alcohol problems as a result of changing alcohol consumption: a natural experiment», *Drug and alcohol dependence*, 19, 1987, p. 91-97.